520 000 logements interdits d’être loués ou vendus… à qui profite le crime ?

écrit par Christine Tasin | 29 juillet 2022

Une fois de plus c’est la prétendue écologie qui est brandie comme prétexte… pour nous ficeler, réduire nos capacités de vivre, voire de survivre, et, surtout, pour grignoter, peu à peu, le nombre de propriétaires dans notre pays.

Et pas que dans notre pays, le Premier Ministre espagnol, Sanchez, en rêve debout ; l’ex-ministre du logement de Macron, Wargon, a fait feu des 4 fers pour que cela arrive ; Schwab, celui qui veut qu’on ne lave nos pantalons qu’une fois par mois, l’a écrit et fait tout avec ses copains pour le mettre en place…

https://resistancerepublicaine.com/2021/05/24/plus-de-maison-ni-de-voiture-personnelle-plus-de-cdi-retraite-a-70-ans-sanchez-annonce-notre-avenir/

https://resistancerepublicaine.com/2021/10/15/faites-ce-que-je-dis-pas-ce-que-je-fais-wargon-veut-supprimer-votre-reve-la-maison-individuelle/

https://resistancerepublicaine.com/2021/10/20/wargon-et-les-khmers-verts-daccord-enfermez-les-francais-et-liberez-les-poulets/

https://resistancerepublicaine.com/2022/05/28/schwab-croit-que-cest-arrive-nous-avons-les-moyens-dimposer-le-sort-du-monde/

C’est l’une des dernières lubies à la mode du G7, des mondialistes à la mode occidentale.

Pour l’heure, seule la location est menacée, mais faisons-leur confiance, demain les propriétaires ne pourront plus, eux non plus, vendre leur seul bien, durement acquis ni le transmettre par héritage à leurs gosses.

Et tout cela alors que l’on manque drastiquement de logements, que l’on continue d’ouvrir nos frontières à toute la misère du monde, aux clandestins et autres régularisés que l’on entasse dans NOS HLM DONT LES NOTRES SONT EXCLUS…

Et tout cela alors que l'on manque drastiquement de bras pour travailler, notamment dans la restauration et que l'on commence à la faire venir spécialement d'Afrique. En sus de l'immigration illégale. Ce qui prouve bien, en passant, que les « migrants » qui entrent et demeurent illégalement dans notre pays ne sont pas capables pour la majorité d'entre eux de travailler avec et pour nous. ou ne le veulent pas. Le résultat est le même, des bouches inutiles à nourrir. Et un nombre considérable de gens qui représentent des dangers pour les nôtres, comme le prouve la liste des faits-divers quotidiens et la population carcérale.

Alors, très clairement, on n'a pas fini de voir nos jeunes vivre chez papa et maman jusqu'à 50 ans, comme en Algérie…

Alors, très clairement, on n'a pas fini de voir de moins en moins de jeunes couples français faire des enfants… un des buts des mondialistes, forcément.

Dans moins de six mois, les règles pour louer un logement vont se durcir.

L'échéance se rapproche lentement mais sûrement et fait grincer des dents les propriétaires-bailleurs. Louer certains logements va devenir plus compliqué dès le 1er janvier 2023. Il s'agit des biens immobiliers, classés F ou G sur le Diagnostic de performance énergétique (DPE), qui consomment plus de 450 kWh par m² et par an, c'est-à-dire les pires passoires thermiques.S'INSCRIRE

Jusque-là, leur nombre avait été estimé à 90.000 par le gouvernement, pour le parc locatif privé. Ils seraient, en réalité, 140.000, selon l'Observatoire national de la rénovation énergétique (ONRE), organe rattaché au ministère de la Transition écologique, qui vient de publier un rapport sur la performance du parc de logements en France. Soit 1,1% du parc locatif privé (12,1 millions de logements). Une estimation proche de celle faite par la Fédération nationale

de l'immobilier (Fnaim), à savoir 150.000 logements. Ajoutez 50.000 logements sociaux et 320.000 biens occupés par leurs propriétaires, à en croire l'ONRE.

Dès le 1er janvier 2023, les pires passoires thermiques seront interdites à la location, comme le prévoit la loi Climat et résilience. S'ils ne sont pas rénovés avant cette date, ces logements seront exclus du marché. Et ce n'est pas tout : d'ici 2025, ce sont tous les autres logements classés G qui seront interdits à la location puis les biens classés F en 2028 et les «E» en 2034. Soit au total, environ 5,2 millions de résidences principales (17% du parc), à en croire l'ONRE. Un nombre légèrement supérieur aux 4,8 millions estimés à l'origine par le gouvernement. Si l'on ajoute les résidences secondaires et les logements vacants, la France compte 7,2 millions de passoires thermiques.

«Sans ajustement à très court terme du calendrier, nous risquons de voir le parc locatif se réduire considérablement d'ici 2034», prévient Jean-Marc Torrollion, président de la Fnaim qui réclame un aménagement du calendrier. Ce que, à ce jour, le gouvernement ne semble pas prêt à faire.

[…]
Lire la suite, réservée aux abonnés, sur

https://www.lefigaro.fr/conjoncture/pourquoi-140-000-logements-risquent-d-etre-interdits-de-location-des-2023-20220725